

[Text]

Évidemment, on pourrait mettre de côté les organismes canadiens. On pourrait dire que le gouvernement n'a pas à les aider puisqu'ils sont aidés par des organismes publics. Il pourrait donc contribuer directement aux organismes du Tiers monde. Certains peuvent penser ainsi mais qu'advierait-il si le gouvernement décidait en ce sens? J'ai l'impression qu'il ne faudrait pas grand temps pour que la population canadienne soit moins sensibilisée aux problèmes du Tiers monde et demande, assez rapidement, aux politiciens, des explications sur ces envois d'argent.

Donc, je pense que le partenariat qui se développe entre les organismes canadiens et ceux du Tiers monde est essentiel. En tant qu'organismes privés, nous sensibilisons la population canadienne à cette situation, et ce à mêmes nos propres deniers. Je pense qu'on ne peut se permettre de faire abstraction de l'action des organismes non gouvernementaux canadiens.

Merci.

The Chairman: You are beginning to convince me. Mr. Leblanc.

M. Leblanc: Plusieurs experts nous ont dit que le développement n'est pas une affaire d'amour et de coeur et que cela demande une planification à long terme. En tant qu'organismes non gouvernementaux est-ce que vous participez à cette planification à long terme?

M. Loïselle: Oui.

M. Leblanc: Je sais qu'il y a plusieurs organismes non gouvernementaux qui sont très utiles. Croyez-vous que ce n'est pas une affaire de coeur et d'amour mais une question d'organisation et de planification à long terme?

M. Loïselle: Pour paraphraser ce que vous venez de dire, je dirais que c'est une affaire de coeur, d'amour et d'organisation. Parce que l'un n'exclut pas l'autre. Et je pense que, parlant pour l'organisme que je représente ici aujourd'hui—c'est-à-dire la Société asiatique des partenaires du Canada—je peux vous dire que nous essayons de planifier notre action, et que nous le faisons. Nous le faisons avec des partenaires sérieux que nous avons dans chacun des pays où nous oeuvrons, c'est-à-dire au Népal, au Bangladesh, aux Indes, au Sri Lanka et au Pakistan. Et il y a, dans chacun de ces pays, des noyaux d'organismes non gouvernementaux—comme les nôtres—qui peuvent vraiment nous servir de partenaires parce qu'ils sont organisés et qu'ils sont au courant des besoins du milieu. Ils ont évidemment besoin de l'appui d'organismes comme les nôtres.

Donc, c'est à ce niveau-là que nous faisons la planification. Évidemment, on ne peut pas, et ce n'est pas notre rôle de planifier pour les gouvernements des pays du Tiers monde. Mais nous le faisons, à notre niveau, avec les partenaires que nous avons dans les pays où nous oeuvrons.

• 1730

M. Leblanc: Etes-vous d'avis qu'il vaudrait mieux s'occuper de la formation et de l'éducation des gens à partir de la base? Pensez-vous qu'on est allé un peu loin et qu'on a fait du

[Translation]

We could of course bypass Canadian organizations. We could say that the government does not need to provide them with help since they receive assistance from public organizations. They could therefore contribute directly to Third World organizations. This may be an opinion held by some, but what would happen if the government decided to act in this way? I believe it would not be long before the Canadian population became less sensitized to Third World problems and soon began asking politicians to explain why money was being sent to these countries.

I therefore believe that the partnership developing between Canadian organizations and Third World ones is essential. As private organizations, we make the Canadian population aware of the situation, using our own money. I do not think we can afford to ignore the action of Canadian non-governmental organizations.

Thank you.

Le président: Vous commencez à me convaincre. Monsieur Leblanc.

Mr. Leblanc: A number of experts have told us that development is not a question of compassion, but requires long-term planning. As non-governmental organizations do you take part in this long-term planning?

Mr. Loïselle: Yes.

Mr. Leblanc: I realize that there are several non-government organizations that are very useful. Do you believe that it is not a question of compassion but rather of organization and long-term planning?

Mr. Loïselle: To paraphrase your question, I would say that it is a question of compassion and organization. They are not mutually exclusive. And, speaking for the organization I am representing here today, South-Asia Partnership-Canada, I can say that we attempt to plan our activities and actually do so. We do our planning with the responsible partners we have in the various countries where we work, in Nepal, in Bangladesh, India, Sri Lanka, and Pakistan. In each of these countries, there is a small group of non-governmental organizations like ours able to act as partners because they are organized and aware of local requirements. They do of course need the support of organizations such as ours.

This is the context in which we carry out our planning. Of course we cannot plan, nor is it our role, for Third World governments. But we do this planning at our own level, with our partners in the countries concerned.

Mr. Leblanc: Do you think that it would be better to look after training and education at the grassroots level? Do you think that we have gone overboard, in that development has